

Si proche et pourtant si loin Étudier et construire la proximité alimentaire à Turin

Egidio Dansero, Giacomo Pettenati et Alessia Toldo

Au travers de l'étude empirique du système alimentaire de la métropole de Turin, qui se caractérise par la présence de nombreux réseaux alimentaires alternatifs, nous avons cherché, dans ce chapitre, à analyser le rôle que les différentes dimensions de la proximité jouent dans les pratiques et les représentations des acteurs du système alimentaire. En se référant, avec prudence, au contraste entre systèmes alimentaires conventionnels et systèmes alimentaires alternatifs, on peut observer que les premiers sont généralement décrits à partir du constat d'une réduction globale de la proximité entre producteurs et consommateurs, entre les différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement, entre les espaces de production et de consommation, et entre les acteurs du système (Morgan *et al.*, 2006). Les systèmes alimentaires alternatifs, quant à eux, sont dans la plupart des cas définis par des catégories analytiques et descriptives, qui se réfèrent à une augmentation de la proximité entre les éléments du système (*ibid.*).

Pour traiter ces questions, nous avons cherché à éviter deux simplifications très présentes dans un champ où se confondent souvent analyse du chercheur et analyse du militant politique.

La première consiste à opposer trop simplement local et global. Cette opposition ne tient pas assez compte de l'hétérogénéité des lieux (Ward *et al.*, 1997). Elle n'accorde pas non plus une importance suffisante aux niveaux territoriaux – et surtout à une échelle typiquement « fluide » comme le niveau local – comme étant des constructions de la société, des politiques et de l'agir territorial des acteurs (Hinrichs, 2003).

La seconde est celle d'une division trop claire entre un système alimentaire conventionnel, capitaliste et fortement mondialisé, et les pratiques alternatives enracinées dans des territoires spécifiques, dans lesquels on cherche à s'opposer localement aux forces de la mondialisation. En fait, les deux catégories sont davantage des idéaux-types (Mundler et Criner, 2016), alors que, dans la réalité, la frontière entre les systèmes alimentaires conventionnels et les réseaux alternatifs n'est pas si nette, y compris au sein d'un territoire (Morgan *et al.*, 2006 ; Sonnino et Marsden, 2006).

Nous avons donc choisi d'utiliser l'approche critique suggérée par DuPuis et Goodman (2005) dans l'étude des systèmes alimentaires locaux. Ces auteurs, qui se réfèrent à Amin (2002), insistent sur la dimension politique *du* local, fondé sur le pouvoir des relations de proximité – même dans un contexte des relations globalisées entre les acteurs et les lieux –, et sur la juxtaposition *dans* le local des politiques venant de différentes échelles au sein des mêmes territoires. Nous nous concentrons ici sur la politique *dans* le local, tout en étant conscients de l'importance du local comme échelle produite par l'action et les stratégies des acteurs, et ce même dans le domaine des politiques et stratégies alimentaires.

1. Pour une définition conceptuelle de la proximité

La proximité, et son contraire, la distance, ont toujours été deux des principaux concepts guidant la recherche théorique et appliquée en géographie et dans les études territoriales. L'un des principaux théoriciens du rôle de la combinaison proximité/distance dans la vie sociale est Jacques Lévy (1997). Selon le géographe français, le but de la géographie peut être résumé par la compréhension du rôle de la distance dans le fonctionnement et l'évolution des sociétés, à partir de l'idée que la proximité – c'est-à-dire l'absence de distance – est une condition d'existence de toute la vie sociale.

La plupart des contributions collectées dans cet ouvrage se réfèrent à une double conception autour des proximités géographique et organisée (Rallet et Torre, 2004). Dans notre recherche, en nous inspirant de Boschma (2005), nous avons choisi d'utiliser une taxonomie de la proximité un peu différente qui différencie, en plus de la proximité spatiale, une proximité organisationnelle entre les acteurs, appelée ici *proximité*

de réseau, et une *proximité cognitive* ou *de valeurs* (Eriksen, 2013), relative au partage des connaissances ou des valeurs. Sur le plan spatial, cette catégorisation se réfléchit dans la division proposée par Harvey (2006), qui caractérise : *l'espace absolu*, cartésien, continu, mesurable géométriquement, dont les points sont séparés et mis en relation par rapport à la distance et à la proximité linéaire ; *l'espace relatif*, topologique, des réseaux, mesurables grâce à des variables de distance pas linéaires, qui déforment l'espace continu en utilisant les caractéristiques des relations entre les points qui le constituent ; *l'espace relationnel*, défini par des valeurs (matérielles et immatérielles) données par les acteurs qui l'habitent et qui le transforment, à travers des processus sociaux, culturels et économiques.

Ainsi, nous avons donc utilisé trois grandes catégories de proximité, étroitement liées les unes aux autres :

- une *proximité spatiale*, physique, qui caractérise la coexistence des sujets ou des phénomènes dans le même contexte spatial à échelle variable ;
- une *proximité de réseau*, par rapport à la position mutuelle des nœuds d'une organisation avec sa nature réticulaire (par exemple, une entreprise, une organisation ou une institution) ;
- une *proximité cognitive*, liée au partage des valeurs, des connaissances et des perspectives entre sujets différents.

2. Proximité et géographies de l'alimentation

Le système de production, de distribution et de consommation alimentaire a subi un important changement au cours des dernières décennies, caractérisé par la mondialisation des flux de distribution et des relations entre les phases et les acteurs de la chaîne agroalimentaire, l'industrialisation des systèmes de production et la concentration du pouvoir dans les mains de quelques acteurs d'influence mondiale (Morgan *et al.*, 2006). Du point de vue des relations spatiales, ce qui caractérise aujourd'hui le système alimentaire dominant, c'est la séparation progressive, à la fois matérielle et symbolique, entre les lieux de production et les lieux de consommation (et donc entre les producteurs et les consommateurs), à laquelle est associé un important déséquilibre de pouvoir entre les zones urbaines et rurales, ces dernières devenant de plus en plus marginalisée et dépendantes des décisions prises ailleurs (Kremer et De Liberty 2011).

Au cours des dernières décennies, on a toutefois assisté à la diffusion progressive de pratiques résistantes (pas toujours connotées en termes explicitement politiques) à l'omniprésence du système dominant. Ces pratiques définissent une géographie alimentaire alternative (Murdoch *et al.*, 2000 ; Wiskerke, 2009), basée sur des réseaux alimentaires alternatifs ou *alternative food networks* (Renting *et al.*, 2003) qui, malgré une grande diversité, ont en commun la recherche de l'augmentation de la proximité dans les relations liées à l'alimentation. Cette recherche de proximité peut être spatiale (réduction des *food miles*), de réseau (raccourcissement de la chaîne d'approvisionnement) ou cognitive (marques de qualité, étiquettes narratives, etc.), selon la classification proposée dans le paragraphe précédent.

2.1 La déterritorialisation du système alimentaire

La production des aliments a toujours été l'un des principaux facteurs de transformation et de caractérisation des lieux, à travers les relations spatiales de nature économique, les éléments de l'identité culturelle, les relations entre la ville et les territoires productifs. Dans le système agro-industriel qui a émergé depuis la moitié du xx^e siècle, l'alimentation a été progressivement séparée des lieux, en devenant ce que Murdoch *et al.* (2000) appellent *placeless food* (littéralement « alimentation sans lieu »). Dans ce cadre, les lieux ne sont plus considérés comme des ressources du système, comme des réalités historiquement sédimentées et chargées des identités et des savoirs locaux, mais comme des contextes de production entièrement interchangeables selon l'évolution des conditions du marché (Marsden, 2009). Ils ne sont plus des lieux, mais des plateformes de production des multinationales agro-industrielles (Feagan, 2007).

Ce processus de déterritorialisation du système alimentaire (Morgan *et al.*, 2006) produit, selon Wiskerke (2009), une géographie alimentaire hypermoderne, caractérisée par trois processus en relation réciproque : la déconnexion (*disconnection*), qui se traduit par l'anonymat des relations entre producteurs et consommateurs, l'accroissement des distances et une formalisation croissante (règles de qualité, systèmes de contrôle) des relations commerciales entre les acteurs de la chaîne agroalimentaire ; le déracinement (*disembedding*), qui exprime le fait que l'alimentation est de moins en moins identifiée à un lieu de production spécifique, en devenant une matière première sans identité ;

le « désenlacement » (*disentwining*), avec la spécialisation croissante des chaînes alimentaires de production et de distribution.

Ce modèle de système alimentaire est conduit par des critères d'efficacité selon les paramètres de l'économie financière mondialisée, mais génère des externalités négatives très importantes, directes et indirectes (Wiskerke, 2009). D'un point de vue plus spécifiquement politique, ce qui caractérise ce modèle productif, économique et culturel, c'est la concentration du pouvoir dans les mains de quelques « joueurs forts », capables d'influencer le choix des producteurs et les préférences des consommateurs. Ces derniers, comme indiqué par Allen (2010), ont de moins en moins le pouvoir de contrôler l'origine et la qualité de leur alimentation et sont de plus en plus éloignés des pratiques et des connaissances liées à la production et la transformation des aliments.

2.2. Les géographies alternatives de l'alimentation

Comme on l'a vu dans la section précédente, ce qui caractérise le système alimentaire actuel, c'est la perte de la proximité entre les lieux (de production et de consommation), entre les acteurs, entre les diverses phases de la chaîne d'approvisionnement et de connaissances. Dans ce contexte, le paysage hétérogène des réseaux agroalimentaires alternatifs, constitue l'une des principales dimensions (les autres deux sont les achats publics et la planification alimentaire urbaine) de ce qui est communément appelé « géographie alimentaire alternative » (*alternative food geography*, Wiskerke, 2009).

Les réseaux agroalimentaires alternatifs sont ainsi définis parce qu'ils rassemblent des filières agroalimentaires alternatives aux chaînes d'approvisionnement classiques, basées sur un large éventail de facteurs, dans diverses combinaisons : relations avec les acteurs, relations entre les lieux, distribution du pouvoir et de prise de décision économique, durabilité des processus de production, nouveaux modèles de distribution, etc. (Jarosz, 2008 ; Goodman *et al.*, 2012).

La question de la proximité dans les différents types de réseaux agroalimentaires alternatifs est surtout considérée à travers différentes formes de relations, préconisées ou observées, entre les lieux de production et de consommation. Le premier concept évoqué est celui de *relocalisation*, au travers de la (re)création de systèmes alimentaires locaux (Hendrickson et Heffernan, 2002). Le second est celui de *régionalisation*

(Kneafsey, 2010), qui fait référence au bassin d'approvisionnement alimentaire d'une ville ou d'une région (Kremer et De Liberty, 2011), ou en traçant le portrait de la région idéale, pas uniquement locale, d'où devrait provenir la plus grande partie de l'alimentation, dans un système territorial alimentaire complexe et ouvert (Clancy et Ruhf, 2010). Dans tous les cas, c'est bien de proximité géographique qu'il s'agit.

Mais les défenseurs de la relation entre une augmentation de la proximité et des systèmes alimentaires plus justes et plus durables, soit à l'échelle locale, soit à l'échelle mondiale, sont conscients que même les systèmes relocalisés peuvent reproduire des dynamiques d'injustice spatiale et sociale et de non-durabilité (DuPuis et Goodman, 2005). Ce qui unit la plupart des contributions à cet égard est la prise de conscience qu'il ne suffit pas d'augmenter la proximité physique entre les producteurs et les consommateurs et entre les stades de la chaîne d'approvisionnement, mais de rechercher plutôt la construction d'un nouveau rapport entre l'alimentation et les lieux, affaibli par l'agro-industrie (Casey, 2001 ; Feagan, 2007).

Ainsi, un autre concept vient soutenir et enrichir ceux déjà mentionnés de relocalisation et de régionalisation : le ré-enracinement (*re-embeddedness*) de la nourriture à l'intérieur des territoires (Sonnino et Marsden, 2006), des écologies locales (Murdoch *et al.*, 2000) et des réseaux sociaux (Sage, 2003). Ce concept dépasse la seule proximité géographique pour inclure les sphères de l'environnement culturel et social (dimension horizontale) et la sphère politique et institutionnelle (dimension verticale) des systèmes alimentaires (Sonnino et Marsden, 2006).

Selon le point de vue géographique qui guide ce chapitre, c'est cependant un quatrième concept qui, mieux que les autres, est capable de synthétiser les caractéristiques des géographies alimentaires alternatives : celui de *reterritorialisation*, par opposition à la déterritorialisation qui caractérise les pratiques imputables au système conventionnel (Morgan *et al.*, 2006). Comme suggéré par Dansero et Puttilli (2013), l'approche territoriale est particulièrement adaptée à l'analyse des réseaux alimentaires alternatifs, et ce pour deux raisons. D'abord, parce que ces pratiques peuvent être considérées comme une redéfinition de la relation entre l'alimentation et le territoire, de la réaffirmation d'une relation sociale, et d'un nouveau rapport économique et culturel de proximité spatiale entre les lieux, les producteurs et les consommateurs. En outre, les notions

de territoire, territorialité et territorialisation – formant un cadre d’interprétation particulièrement utilisé dans des contextes italien et français (Saquet, 2012) – peuvent offrir une nouvelle perspective analytique, en ce qui concerne les connexions entre les différentes dimensions de la chaîne alimentaire, avec une référence particulière à leurs configurations spatiales. Ainsi, comme on le voit dans le tableau 1, les réseaux agroalimentaires peuvent être pris en compte dans les trois dimensions de leur territorialité : l’espace, les ressources et les relations (Dansero et Puttilli, 2013), en les croisant avec les trois formes de proximité identifiées précédemment.

Tableau 1. Les trois axes de l’approche territoriale (Dansero et Puttilli 2013), en relation avec le trois dimensions de la proximité

<p>Espace L’organisation spatiale des réseaux alimentaires alternatifs (AFN), à partir de la distance physique et fonctionnelle entre les différents nœuds du réseau (acteurs et/ou lieux).</p>	proximité spatiale
<p>Ressources Les éléments matériels et immatériels reconnus comme des ressources et mobilisés dans les réseaux.</p>	proximité cognitive (comme vision partagée des ressources à mobiliser dans un système alimentaire, et des relations entre la nourriture et le territoire)
<p>Relations Le genre de rapport social qui régule l’interaction entre les acteurs qui participent aux réseaux.</p>	proximité de réseau

3. Réseaux alimentaires alternatifs (AFN) et proximité à Turin

3.1 Une ville qui change

Capitale de la région Piémont, dans le Nord-Ouest du pays, Turin (900 000 habitants, et près de 2,3 millions en considérant la ville métropolitaine) est la quatrième ville italienne en population. Après des siècles de centralité politique, comme capitale du Duché de Savoie et une brève période (1861-1865) comme première capitale du Royaume d’Italie, la ville s’est progressivement transformée durant le xx^e siècle en une *one company town*, construite autour des grandes usines FIAT, dans les quartiers de Lingotto et de Mirafiori, et des centaines de petites industries qui approvisionnent l’industrie automobile. Au cours des dernières décennies, Turin a subi une importante transformation, à la fois matérielle

et symbolique, liée à la fermeture progressive des usines de voitures et la conversion de vastes zones urbaines. Cette transformation a été accompagnée par un remarquable processus de réinvention de l'image de la ville, qui a atteint son point culminant avec les Jeux olympiques d'hiver de 2006 (Dansero et Puttilli, 2009). En quinze ans, l'image de Turin a été transformée, passant de la ville caractérisée presque exclusivement par l'industrie automobile, à une ville animée, une destination touristique, un centre de la créativité, de l'industrie de la culture, du cinéma, des grands musées, de l'innovation, et de la qualité des aliments (Vanolo, 2008). La qualité de produits alimentaires et la culture alimentaire locale sont devenues des ressources stratégiques, autour desquelles la ville est en train de construire son image et de rechercher une position concurrentielle dans le réseau urbain international, à commencer par la reconnaissance de la valeur des aliments et de la production alimentaire dans l'organisation territoriale économique et culturelle (vin, chocolat, fromage, café, noix, etc.). Cela s'appuie sur des événements thématiques importants (Salone del Gusto, Terra Madre) et la présence d'acteurs d'importance internationale, en particulier *Slow Food* (Dansero *et al.*, 2014). L'importance de l'alimentation, entendue dans ses différentes dimensions, a également été reconnue par le politique au cours des dernières années, avec l'intégration des politiques alimentaires en milieu urbain (*Urban Food Planning*) (Dansero *et al.*, 2015).

3.2. Les réseaux alimentaires alternatifs à Turin

Dans le contexte urbain de Turin, dans lequel l'alimentation est reconnue comme étant d'une grande importance économique, culturelle et politique, de nombreuses initiatives peuvent être considérées comme des réseaux alimentaires alternatifs. Avant de présenter ces initiatives et de les interpréter à la lumière des relations entre les systèmes alimentaires et les dimensions de la proximité décrites ci-dessus, il est nécessaire expliciter la spécificité des réseaux alimentaires alternatifs dans le système italien.

Une des questions les plus débattues dans le domaine des réseaux alimentaires alternatifs est celle du « caractère alternatif » (*alternativeness*) à attribuer aux différentes formes que peuvent prendre ces réseaux (Watts *et al.*, 2005 ; Jones *et al.*, 2010). Dans le contexte italien, la déterritorialisation des pratiques alimentaires est encore partielle. L'habitude d'acheter des aliments frais, de cuisiner à la maison et la connaissance des processus de productions et de transformations des

aliments sont encore très répandues, bien que partiellement menacées par des modèles culturels et économiques différents (Helstosky, 2004). Dans ce genre de système alimentaire, courant dans de nombreux pays d'Europe du Sud, il est très difficile de définir la limite entre les pratiques traditionnelles et les pratiques alternatives, souvent étroitement liées (Dansero et Puttilli, 2013). Aussi, nous allons ici nous focaliser plus particulièrement sur deux types de réseaux, dont le rôle est particulièrement significatif dans le système alimentaire local de Turin : les marchés des producteurs et les groupes d'achat solidaire (GAS).

À Turin, l'un des exemples dans lequel il est difficile de définir le « caractère alternatif » est celui des marchés de producteurs. En Italie, il y a d'environ 1 000 marchés de producteurs, principalement concentrés dans le Centre et le Nord du pays, et en grande partie gérés et organisés par les organisations professionnelles agricoles, en particulier Coldiretti, qui est le plus important syndicat agricole italien (Marino et Cicatiello, 2012). Cependant, dans certaines villes, y compris Turin, il y a deux types de marchés où les agriculteurs peuvent vendre directement leurs produits.

Le premier est celui des bancs des producteurs dans les marchés municipaux, qui ont lieu (avec quelques exceptions) tous les jours dans les différents quartiers de la ville. On en compte plus de 40 à Turin et, parmi eux, 38 accueillent des producteurs agricoles, principalement pour la vente des fruits et légumes de saison. Dans la plupart de ces marchés, il est très difficile de distinguer les étalages des producteurs locaux de ceux des revendeurs. La reconnaissance des caractéristiques spécifiques des produits locaux passe presque exclusivement par des relations directes entre producteurs/vendeurs et consommateurs. Dans quelques cas toutefois, la zone réservée aux producteurs est l'objet de projets spécifiques de mise en valeur, par exemple grâce à des panneaux descriptifs, à des sites Web et aux événements spéciaux organisés au marché. L'exemple le plus frappant est le marché de Porta Palazzo, où chaque jour un nombre variable d'agriculteurs (plus de 90 étals le samedi) présente ses produits sous un toit en métal en style Art nouveau, qui est devenu un lieu de rencontre pour les habitants de Turin (Black, 2012).

Le second type de marché de producteurs à Turin est celui des marchés périodiques planifiés sur des projets spécifiques par les organisations professionnelles agricoles, en particulier Coldiretti, à travers son programme « Campagna Amica ». À Turin, ils sont régulièrement organisés autour de 15 marchés fermiers, dirigés par Coldiretti (8) et d'autres

organisations, comme Slow Food, la Confédération italienne de l'agriculture et des réseaux plus militants comme l'Associazione Solidarietà Campagna Italiana (ASCI) ou Genuino Clandestino. Contrairement à ce qui se passe pour les marchés municipaux, répartis dans toute la ville, les marchés fermiers sont situés principalement dans le centre historique, avec une concentration particulière sur la place en face de l'Hôtel de Ville (Piazza Palazzo di Città). La caractéristique commune de ces marchés est la provenance locale des producteurs. En fait, presque tous viennent des territoires qui se trouvent dans un rayon de 100 km autour de Turin. Le degré d'«alternativité» explicite de ces pratiques est très variable : par exemple, il est faible dans le cas des marchés organisés par les associations (comme Coldiretti) et beaucoup plus radical dans les cas des marchés organisés par le réseau Genuino Clandestino (qui utilise aussi les espaces des centres sociaux autogérés).

Les Groupes d'achat solidaire (GAS) sont une autre forme de consommation critique organisée, diffuse en Italie depuis les années 1990. Ils sont structurés autour de l'achat collectif de produits (pas seulement alimentaires), dont les fournisseurs sont habituellement choisis selon des critères de durabilité environnementale (produits biologiques), et de justice sociale et économique. Le modèle est similaire à celui des AMAP françaises, même si les relations entre les consommateurs et les producteurs ne sont pas toujours si strictes.

Si dans le cas des marchés de producteurs, les choix des consommateurs sont guidés en partie par des raisons explicitement politiques, en vue d'une alternative au système classique (Marino et Cicatiello, 2012), dans le cas des GAS, la réflexion sur d'autres modèles de consommation et de production est presque toujours au centre de l'organisation de groupes. En outre, les participants donnent explicitement une grande importance aux différentes dimensions de la proximité : entre les lieux de production et de consommation, entre les acteurs de la filière, entre les différentes manières de concevoir le système alimentaire (Graziano et Forno, 2012 ; Grasseni, 2013). L'extrême variété organisationnelle des GAS et les différents niveaux de formalisation (de groupe informel jusqu'à des associations formelles) rend très difficile un recensement exhaustif. Le Réseau national des GAS comprend environ 1 000 groupes auto-déclarés dans toute l'Italie. Dans la municipalité de Turin, on peut compter 70 groupes d'achat, 120 dans toute la province (maintenant ville métropolitaine), avec une forte concentration dans la ceinture urbaine de Turin, ainsi qu'un nombre inconnu de groupes informels. Un des problèmes majeurs des GAS concerne la logistique des livraisons par les producteurs et le retrait

des produits par les consommateurs, rendus souvent inefficaces du fait du caractère volontaire de ces pratiques. Pour cette raison, le réseau GAS Torino a lancé des projets, à petite échelle, de petite distribution organisée (PDO), par opposition à la grande distribution organisée (Collectif, 2013). À travers ces PDO, ils organisent des plateformes logistiques facilitant les flux de marchandises et de personnes qui animent le GAS.

4. Réseaux alimentaires alternatifs et proximité

Les réseaux brièvement décrits ci-dessus peuvent être analysés à la lumière des trois types de proximité qui ont guidé notre recherche : proximité spatiale, proximité du réseau et proximité cognitive.

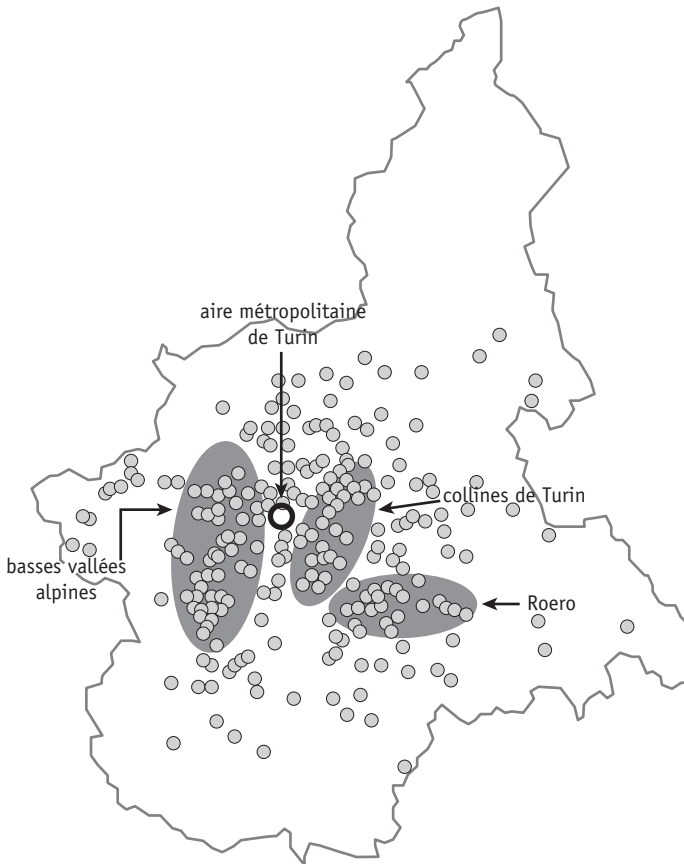
4.1 La proximité spatiale

La proximité spatiale entre les acteurs qui y participent est l'un des facteurs distinctifs des réseaux analysés. Pour ce qui concerne les relations entre producteurs et consommateurs, par exemple, 520 des 600 entreprises qui fournissent, avec une régularité variable, les réseaux alternatifs Turinois (marchés et GAS), proviennent du territoire régional et majoritairement du territoire de la ville métropolitaine (l'ancienne Province) de Turin (figure 1 page suivante). Nous pouvons identifier en particulier certains domaines dans lesquels se regroupent les producteurs impliqués dans les réseaux alternatifs : colline de Turin, régions du Roero et de Pinerolo. La provenance locale des producteurs est presque totale dans les différents marchés explicitement destinés aux circuits courts, tandis que l'origine des produits est plus variée dans le cas des GAS, qui comprennent des fournisseurs basés dans d'autres territoires.

Le rôle de la proximité spatiale, étroitement liée aux deux autres dimensions, apparaît clairement pour ce qui concerne le rôle des espaces dans ces réseaux, conçus comme des lieux de rencontre et d'échange pour les quartiers dans lesquels ils ont lieu. Il s'agit à la fois d'une relation d'achat-vente de produits alimentaires, mais aussi d'échange d'idées. Symboliquement, l'enracinement spatial (et de réseau) des réseaux alternatifs dans les quartiers est très clair pour les GAS, puisque leur nom évoque souvent leur localisation (par exemple à Turin San Salva Gas,

dans les quartiers du San Salvario, ou Gas Vanchiglia, dans le quartier homonyme).

Figure 1. Les territoires qui « nourrissent » Turin à travers les circuits courts



4.2 La proximité de réseau

Le raccourcissement de la filière d’approvisionnement grâce aux réseaux alimentaires alternatifs ne concerne pas seulement l’origine des produits, mais aussi la volonté d’établir des relations directes entre producteurs et consommateurs (face-à-face). Les différentes initiatives ont des niveaux très différents de proximité du réseau. Elle atteint le plus haut degré dans le cas des marchés de producteurs organisés par les organisations d’agriculteurs (par exemple, Coldiretti), auxquels seulement les producteurs associés peuvent participer. Dans la plupart des marchés

des producteurs recensés, la participation des producteurs apparaît liée à leur appartenance aux réseaux plus ou moins institutionnalisés.

Dans le cas des GAS, la plupart d'entre eux sont nés dans des associations ou des réseaux déjà existants (par exemple, associations de quartier, sportives, culturelles, religieuses, ou encore, groupes de collègues de travail, d'étudiants, de colocataires ou de parents) et les participants font principalement partie de ces mêmes réseaux. Malgré la structure très horizontale de la plupart d'eux, de nombreux GAS appartiennent à des réseaux de niveau supérieur (de quartiers, de ville ou, quelque fois, à l'échelle métropolitaine), qui visent à accroître leur efficacité, au travers d'actions coordonnées de petite logistique ou d'achats partagés.

4.3 La proximité cognitive

L'analyse des producteurs impliqués dans les réseaux à Turin montre que, lorsque des producteurs non locaux sont sélectionnés, ils le sont principalement sur des critères qui se réfèrent à la proximité cognitive, ou proximité des valeurs (Eriksen, 2013). La plupart d'entre eux appartiennent – ou se réfèrent explicitement – aux organisations ou réseaux engagés dans des actions spécifiques. Tel est le cas des producteurs du Sud de l'Italie, qui font partie du réseau anti-mafia Libera, ou des producteurs des zones du Parmigiano Reggiano touchés par le tremblement de terre de 2012 et soutenus par les GAS du pays entier. Dans le cas des GAS, les entretiens avec les organisateurs confirment que ces pratiques font partie d'un désir de consommation critique et d'engagement civique des participants (Graziano et Forno 2012 ; Grasseni, 2013) autour d'une vision partagée de certains aspects des pratiques associées à la consommation alimentaire (justice environnementale, sociale, etc.). La volonté d'associer l'engagement civique à la consommation ressort des nombreuses activités que beaucoup de GAS ajoutent à l'achat de produits. Tel est le cas, par exemple, des événements particuliers de rencontre avec les producteurs ou des moments d'échange avec des experts sur des sujets spécifiques liés à l'alimentation, aux laboratoires d'autoproduction, etc. Par contre, la proximité des valeurs entre les acteurs est moins présente dans les marchés de producteurs (Marino et Cicatiello, 2012), à l'exception des cas plus explicitement engagés dans l'opposition au système dominant (à Turin, c'est le cas des marchés organisés localement par le réseau national Genuino Clandestino).

Conclusion: les réseaux alternatifs, entre proximité et reterritorialisation

Dans les paragraphes précédents, nous avons vu comment la notion de proximité peut être une catégorie interprétative fructueuse pour analyser les différentes configurations du système alimentaire, en particulier lorsqu'elles sont intégrées à une approche territoriale. Le système agro-industriel capitaliste et globalisé peut être interprété comme caractérisé par une perte de proximité, tandis que les mouvements et les pratiques de la « géographie alimentaire alternative » peuvent être identifiés dans une tentative de reconstruire des relations de proximité, diversement comprises.

Dans les pratiques qui appartiennent à la grande catégorie des réseaux alternatifs alimentaires, la proximité joue un rôle décisif, avec ses trois dimensions : proximité spatiale (reconstruction des systèmes alimentaires locaux) ; proximité cognitive (transformation vers des systèmes alimentaires fondés sur des valeurs partagées) ; proximité de réseau (pour aller vers des systèmes alimentaires plus inclusifs). Nos résultats, encore provisoires, confirment l'importance de la proximité comme caractérisation des pratiques alternatives de production, de distribution et de consommation. Il restera à approfondir les caractéristiques et l'efficacité de cette « nature alternative ».

Utiliser les trois dimensions de la proximité comme cadre interprétatif des deux familles de réseaux analysés (les marchés de producteurs et les GAS) a permis de mettre en évidence leurs principales différences. Dans le cas des marchés de producteurs, le rôle principal est joué par la proximité spatiale (producteurs locaux) et la proximité du réseau (si les marchés sont organisés par les associations professionnelles). En ce qui concerne les GAS, la proximité du réseau semble la plus importante (les GAS ont été créés par des associations ou des groupes qui existaient déjà), ainsi que la proximité cognitive (sélection des producteurs et participation dans le GAS définis à partir d'une représentation commune de l'alimentation).

L'analyse de l'origine des producteurs, impliqués dans les réseaux alternatifs à Turin, montre la concentration dans certains territoires spécifiques (la colline de Turin, le domaine du Roero), que l'on peut penser comme aptes à « nourrir la ville ». Pour consolider cette hypothèse, il est cependant nécessaire de comprendre si à la proximité spatiale (lieux)

correspondent aussi une proximité réticulaire (relations) et une proximité cognitive (des ressources). Autrement dit, il faut vérifier si l'implication des producteurs de ces territoires dans les réseaux agroalimentaires alternatifs de Turin fait partie d'un projet de territoire, qui viserait à reconstruire les relations entre la ville et les territoires productifs.